Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*

Arles, Actes Sud, 2015, 192 p.

Fabien Gaveau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10730>

DOI : [10.4000/etudesrurales.10730](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.10730)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 215-217

ISBN : 978-2-7132-2519-2

Référence électronique

Fabien Gaveau, « Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan* », *Études rurales* [En ligne], 197 | 2016, mis en ligne le 04 février 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10730> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.10730>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*

Arles, Actes Sud, 2015, 192 p.

Fabien Gaveau

RÉFÉRENCE

Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*. Arles, Actes Sud, 2015, 192 p.

- 1 Cet essai est dédié « aux paysannes et aux paysans de demain », manière de dire que le futur est ouvert à condition, selon l'auteure, de reconstruire une paysannerie. Économiste, sociologue, femme engagée, Silvia Pérez-Vitoria entend démontrer que les paysans ont une place à reconquérir dans les sociétés où l'agriculture industrialisée semble régner sans partage. Ce livre poursuit la réflexion entreprise avec *Les paysans sont de retour* (2005) et *La Riposte des paysans* (2010).
- 2 Partant de l'idée que la pensée du développement débouche sur des destructions sociales et environnementales, l'auteure soutient que la paysannerie doit reconquérir sa place dans l'intérêt de tous. C'est l'enjeu de cet essai où le lecteur suivra les développements d'une thèse chère à l'auteure : le capitalisme libéral globalisé produit plus d'effets négatifs à long terme qu'il ne construit un bonheur partagé. Quatre étapes guident le lecteur, exposant les « colères » de l'auteure, soulignant des « impostures », en appelant à des « ruptures » avec les manières de faire et présentant des « dissidences » à l'œuvre dans les sociétés.
- 3 Les « colères » naissent de l'attitude des décideurs face aux désordres nés de la promotion du « développement ». La marchandisation de la nature s'est partout introduite. De même, l'accaparement de terres agricoles interroge le devenir de ceux qui en vivaient. Ces terres sont confiées à de grandes firmes ou deviennent le lieu d'une intense extraction destructrice du potentiel agricole. Faut-il privilégier l'alimentation humaine ou l'approvisionnement des usines, l'agriculture nourricière ou l'industrie ? Telles sont les questions.

- 4 En outre, les héritiers de David Ricardo gagnent toujours plus de terrain malgré les résistances des mouvements sociaux, à toutes les échelles. Ainsi, quelques grandes firmes maîtrisent l'essentiel du marché des intrants agricoles. Leur *lobbying* est victorieux auprès des institutions publiques des grandes démocraties marchandes. Il leur assure la maîtrise du marché des semences, la brevetabilité du vivant, l'élaboration des normes de production au nom de principes faciles à expliquer aux populations : la santé, la qualité. Le champ d'autonomie des paysans s'en trouve réduit. Partout, de larges couches paysannes sont laminées. Le monde agricole lui-même est en tension. Ainsi, en définissant l'agriculteur dans son congrès de 2014, la FNSEA tente en France de faire sortir du champ des aides les paysans dont l'activité est jugée sans valeur.
- 5 Dans ce contexte, l'auteure dénonce les réactions des pouvoirs publics. Le label bio répond à une demande sociale mais plie l'agriculture biologique à des certifications dont se saisissent les groupes de l'agro-alimentaire et de la distribution, éloignant la démarche biologique de ses racines philosophiques et techniques. Comment d'ailleurs fournir des produits « bio » standardisés dans les rayons de la distribution sans plier la production à une exigence normative pour assurer la sécurité du consommateur et la qualité du produit dans la durée ?
- 6 De même l'agroécologie inspire en France un modèle d'agriculture « écologiquement intensive » et pousse à faire du paysan un « gestionnaire de la biosphère », fonction économiquement évaluable. Le récent intérêt pour l'agriculture familiale développé par l'Union européenne (2013), la FAO (2010), l'ONU (2014), sonne creux quand rien n'est entrepris pour réguler le marché dont la loi a brisé nombre de paysans. Enfin, l'agriculture urbaine n'est qu'un pis-aller sachant qu'en l'état elle ne peut pas répondre au défi alimentaire mondial.
- 7 Des ruptures s'imposent, en premier lieu avec la philosophie du développement dont la matrice occidentale repose sur une croyance dans un progrès qui émancipe l'humanité des limites et des aléas de la nature. Si les physiocrates français présentaient la terre comme source durable des biens utiles à la vie, le libéralisme anglo-saxon a écrasé cette pensée en valorisant le seul génie humain au point où la destruction des écosystèmes n'a pas été considérée dans sa pleine dimension.
- 8 L'économie a beau se présenter comme une manière d'arbitrer l'emploi de biens rares, elle tend toujours à négliger les externalités négatives qui compromettent le maintien des modes de vie. Il faut donc rompre avec cette cécité et au passage avec le mythe du consommateur citoyen, ce « consomm'acteur » qui « vote avec son caddy », alors qu'il déambule dans un univers façonné pour le séduire. Redonner sa place au citoyen est un impératif.
- 9 Enfin, l'urgence s'impose de rejeter le mythe d'une science toute puissante, apte à résoudre des problèmes sans fin et pensée supérieure par essence à l'empirisme paysan, jugé archaïque.
- 10 Pour terminer, l'auteure énumère quelques dissidences, encore minoritaires mais susceptibles de grandir. La première vise à retrouver des formes d'autonomie en renouant avec des savoirs éprouvés, loin de l'emprise des firmes agro-industrielles, et en réinventant les formes de l'échange, comme les circuits courts. Partout, en outre, résister collectivement s'impose. La résistance prend des allures variées dans le monde, comme avec les Zapatistes du Chiapas (Mexique), les paysans du Brésil, les « zadistes » aux actions retentissantes en France.

- 11 La nature de l'ouvrage est d'être un acte militant. Il s'appuie sur l'idée que l'économie actuelle néglige profondément les aspirations des communautés et des individus. Loin de servir le commun, elle incarne le triomphe des intérêts particuliers. Au nom de l'échange, de la production des richesses, les États accompagnent un mouvement préjudiciable aux équilibres sociaux et planétaires.
- 12 L'auteure estime *in fine* que c'est en repensant la paysannerie en lien avec des circuits courts et une maîtrise du fonctionnement des écosystèmes qu'une réelle durabilité est envisageable. Toutefois, le nœud du problème semble se situer actuellement dans les carences des processus démocratiques, illustrées par la manière dont les normes sont définies par des experts - quel rôle pour les élus ? - sous l'influence de lobbies économiques obsédés par la rentabilité à court terme.
- 13 Bref, c'est bien d'un « manifeste » dont il s'agit, appelant à un sursaut d'intelligence collective dans un contexte malgré tout très marqué par l'emprise des *lobbies* qui envisagent fort peu de revoir leur rapport au monde, si ce n'est pour faire un peu plus de *green business*, c'est-à-dire de *business*.